

## CIVILISER LES ETATS-UNIS

\*\*\*

### Première partie – La dérive économique du monde

*(Analyse économique-politique du capitalisme planétaire)*

- (1) - Un capitalisme hétéroclite.
- (2) - La prépondérance des firmes multinationales
- (3) - Les fronts et les frontières du marché
- (4) - Les Etats perdent prise sur le marché
- (5) - Des pouvoirs internationaux sans grande prise sur le marché
- (6) - Le développement inégal, mais de quoi ?
- (7) - La dérive économique du monde

### Deuxième partie – Un monde en désarroi

*(Analyse politico-culturelle du capitalisme planétaire)*

- (8) – La turbulence des peuples
- (9) – L'inertie des cultures
- (10) – Embryons de société civile dans l'international
- (11) – Le monde comme idéologie
- (12) – La très inégale densité des Etats
- (13) – Les guerres excentrées
- (14) – Les "coopératives" d'Etats
- (15) – La superbe des Etats-Unis
- (16) – Les frontières et les fronts politico-culturels

### Troisième partie - Les périls du monde actuel

*(Explosions à craindre et réformes envisagées)*

- (17) - La machinerie du monde actuel.
- (18) - Un monde dénaturé ?
- (19) - Des crises d'un genre nouveau ?
- (20) - La *pax americana*
- (21) - Révoltes et révolutions
- (22) - Quelques garde-fous autour du marché ?
- (23) - Quelques boucliers, mais contre quoi ?
- (24) - Quelques avancées culturelles ?

### Quatrième partie - Civiliser les Etats-Unis

*(Une nouvelle stratégie, pour un monde moins désordonné)*

- (25) - L'erreur stratégique des Etats-Unis.
- (26) - La chance historique de l'Europe.
- (27) - Assoupir l'OTAN.
- (28) - Décentrer l'*Organisation Mondiale du Commerce*.
- (29) - Reconvertir le FMI.
- (30) - Accoucher l'Europe
- (31) - Revaloriser les progrès du 20<sup>e</sup> siècle.
- (32) - Promouvoir l'Etat stratège
- (33) - Civiliser les Etats-Unis.

## Deuxième partie

### UN MONDE EN DESARROI

#### (8) - *La turbulence des peuples.*

Stabilisé à la fin des décolonisations, le nombre des Etats admis à l'ONU ou reconnus par certains au moins de leurs voisins n'a cessé d'augmenter depuis lors. En 2003, on en compte environ 200, mais leur effectif continue de fluctuer, d'autant qu'à leurs côtés subsiste une quarantaine d'entités géographiquement distinctes dont les statuts s'étalent de l'encore-colonial à la presque-indépendance. A quoi s'ajoutent les quasi-Etats sécessionnistes qui prolifèrent actuellement dans les Balkans, en diverses zones africaines et en d'autres sites archipélagiques ou montagneux. Si l'on s'en tient à l'à-peu-près-stable, on peut considérer que 180 Etats se partagent plus de 98 % de la population mondiale.

Le décompte des peuples entre lesquels cette même population se répartit est plus incertain encore, car les sciences sociales concernées peinent à typifier et à cartographier cette matière, cependant que les turbulences des populations diversement encadrées par les Etats ne cessent de juxtaposer ou de mêler des éléments de peuples, ailleurs ou naguère distincts, mais aussi d'amalgamer lentement de "nouveaux" peuples. Les inventaires les plus détaillés comptent les peuples par milliers; les recherches qui se rabattent vers un critère unique, à la façon de l'ethno-linguistique, s'en tiennent à 5-6000 peuples dont un tiers compterait moins de 1000 locuteurs; d'autres sciences sociales, enfin, réduisent ce nombre à quelques centaines.

Quoi qu'il en soit, on détient une robuste vérité de notre temps en considérant que *le système mondial actuel inclut un bon millier de peuples dans deux petites centaines d'Etats* inégalement hétérogènes et qui les enferment fort diversement. Mais il suffit de descendre du système mondial aux sous-systèmes que l'on peut y discerner<sup>1</sup> et, de là, vers des ensembles plus modestes encore, pour se trouver obligé d'enrichir de plus en plus ces évaluations.

La turbulence des peuples ainsi rangés tient apparemment à leurs migrations. La légende et l'histoire bien documentée débordent d'errances, d'exodes et d'autres remue-peuples dont beaucoup n'ont plus d'équivalents actuels, même si les exils collectifs et les ethnocides n'ont pas été rares, ni de faible ampleur au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, tandis que d'autres *Völkerwanderungen*<sup>2</sup> massives se sont prolongées fort avant dans ces siècles ou y ont pris vigueur. Ainsi en allait-il des transferts esclavagistes ou serviles qui ont ponctionné l'Afrique ou les Indes et des émigrations plus ou moins volontaires par lesquelles la Russie a peuplé sa Sibérie, tandis que divers pays d'Europe colonisaient leurs Amériques ou saupoudraient d'autres continents.

Les décolonisations ont mis un terme à beaucoup de ces mouvements, faute de territoires contrôlés par une même puissance, au départ et à l'arrivée. De leur côté, les

---

<sup>1</sup> Cf R. Fossaert, *Le système mondial vu des débuts du 21<sup>e</sup> siècle, Hérodote*, n° 108 (1er trimestre 2003).

<sup>2</sup> Ou errances des peuples.

Amériques longtemps avides d'immigrants ont réduit leur accueil, sinon leur attrait. Désormais, les Etats tendent à contrôler l'immigration. Seules quelques Australie et Canada encouragent parfois celle-ci. Par ailleurs, les grands espaces étatiques sont le siège de fortes migrations internes, alourdies par des migrants officiels ou clandestins venus de l'étranger. La Chine n'échappe pas à ces tourbillons. L'Europe où se bâtit un grand espace unifié - dit *espace de Schengen*, du nom de la ville où fut signé le traité qui organise la libre circulation dans l'Union Européenne - s'accoutume mal aux migrations internes et subit l'inégale porosité de ses frontières périphériques, comme la capillarité des courants établis entre ses ex-colonies et leurs métropoles de naguère.

Enfin, hormis les régions développées d'Europe, d'Amérique septentrionale et du Japon où l'aménagement du territoire n'est pas livré au hasard des mouvements spontanés, presque toutes les régions du monde subissent un exode rural qui, faute de croissance économique suffisante, n'aboutit pas à la formation de cités ouvrières, de banlieues résidentielles et d'entrées de villes vouées aux commerces, mais conduit à l'agglomération ultra-rapide de mégapoles surdimensionnées que même les Etats les moins pauvres et les mieux orientés ne réussissent pas à urbaniser en temps utile. Ainsi, le 20<sup>e</sup> siècle s'est achevé avec un milliard d'humains vivant loin des campagnes miséreuses, dans de pseudo-villes où l'eau propre, l'égoût, l'école, l'hôpital et l'électricité sont des luxes rares ou inconnus.

A l'échelle mondiale, tous ces mouvements ont le même ressort. Hors les pays capitalistes développés, l'exubérance démographique tarde à se calmer, tandis que l'inégal développement des économies et des politiques sociales (n° 6) convertit le différentiel démographique en une puissante incitation à l'exil vers les pays riches, vers les régions riches des pays immenses ou vers les villes préexistantes. En certaines zones, souvent miséreuses, les guerres génératrices de réfugiés ajoutent à ces flux leurs renforts répétés. Bref, le monde actuel serait partout traversé d'énormes courants migratoires, n'étaient les barrages, poreux mais point inefficaces, que les pays riches élèvent plus ou moins solidement. Le semis de communautés étrangères à leurs pays d'accueil et de diasporas plus durablement éparpillées continue donc de s'enrichir, tandis que le cancer des bidonvilles gagne du terrain.

Les Noirs semblent étranges en Russie, comme les Chinois en Afrique. Ces symptômes grossiers d'un racisme manifeste ont partout des équivalents multiples, quoique parfois plus subtils. Que l'accent soit porté sur les différences physiques, langagières ou religieuses ou qu'il soit déplacé vers les coutumes alimentaires, vestimentaires et autres, partout le monde actuel est hérissé de barrières culturelles qui enserrent les réfugiés et les migrants ayant franchi les frontières politiques, voire les nationales venus de provinces lointaines (n° 16). Partout ces barrières internes portent en germe - ou laissent éclater - des conflits d'altérité que seules, des politiques vigilantes et habiles réussissent parfois à pacifier ou à différer. Partout, l'intégration des nouveaux venus dans des sociétés qui s'accoutument à leur présence, requiert plusieurs décennies d'efforts auxquels les administrations, les écoles, les églises, les entreprises, les syndicats et bien d'autres appareils participent, qu'ils le veuillent ou non. Partout l'acceptation ou l'assimilation des nouveaux venus s'étale au moins sur la durée de vie de deux ou trois générations; les nouveaux flux qui se présentent s'assimilent un peu mieux, si leurs congénères ont déjà réussi à se faire accepter, mais s'intègrent plus mal si leurs provenances inhabituelles se heurtent à des barrières culturelles insuffisamment baissées ou nouvellement dressées par les ex-immigrés désormais installés. Partout, les conjonctures économiques freinent ou facilitent

l'accueil des étrangers selon les cycles du marché du travail ou la disponibilité d'espaces valorisables. Partout, enfin, les conflits internationaux qui touchent de près une partie des immigrés en voie d'intégration ralentissent ou entravent cette dernière. Autrement dit, les barrières culturelles sont plus durablement efficaces que les frontières politiques pour cerner les étrangers de méfiances variées selon leurs provenances et diversement affectées par les péripéties de l'histoire.

### (9) - *L'inertie des cultures.*

Dans les pays riches, les produits et les modes changent si vite aujourd'hui que, d'une génération à l'autre, les usages et même certaines coutumes bien établies semblent se modifier en même temps que les besoins. Ailleurs, d'évidentes contagions s'opèrent dès que l'ostentation des classes fortunées - y compris les exilés paradant au pays - est confortée par l'enrichissement requis pour ouvrir un nouveau segment du marché. Bref, une nouvelle civilisation semble déferler sur le monde selon les gradients de la fortune locale. On se gardera toutefois d'accepter telle quelle cette image complaisamment étalée par les libre-échangistes de toute venue, parce qu'en nimbant le capitalisme de nuées trompeuses, elle rend inintelligible le comportement des peuples, riches ou non, et des classes qui les composent. Les changements qui s'opèrent sont à observer de plus près.<sup>1</sup>

Inéluctablement, la culture de chaque peuple s'affiche dans tout ce qui concerne l'alimentation, le vêtement et le logement. A l'échelle mondiale, ceci contraint à rappeler l'existence de centaines de millions d'affamés, de mal nourris et de sous-alimentés sur lesquels les aides alimentaires ricochent faiblement. Deux autres tiers de l'humanité manifestent la pérennité de traditions alimentaires faiblement écornées par les usages nouveaux. Il n'est finalement qu'un cinquième de la population mondiale qui soit aujourd'hui repu au point que les maladies de la surabondance s'y répandent. Néanmoins, on observe dans ces zones de plénitude - où les poches de misère ne sont pas rares - la persistance de différentiels nationaux, régionaux et locaux, quant aux préférences alimentaires et aux normes usuelles des repas (nombre, durée, horaire, manières de table, etc.), lesquelles attestent de la solidité d'un socle plus ferme que l'estomac humain. La même observation peut être vérifiée sous l'uniformisation vestimentaire que symbolise le blue-jeans presque omniprésent. Ici également, la pauvreté pérennisée et la récurrence de traditions d'une extrême variété sont marbrées, de ci de là, par des luxes aussi minoritaires que médiatisés. A quoi s'ajoute évidemment la résistance coriace des mœurs que le vêtement habille jusqu'à proscrire la nudité des corps ou même des visages !

Quant au logement, on doit se souvenir qu'un bon tiers de l'humanité ne jouit que d'un habitat de fortune, à promiscuité contrainte et sans hygiène, faute d'eau potable. Et que la démographie, inégalement assagie, continue d'accroître, pour quelques décennies encore, cette fraction miséreuse, condamnée notamment à la massification bidonvillesque. Pour le reste, la rareté des beaux quartiers, la ségrégation différenciée des banlieues, l'équivoque des centres urbains (tantôt puits de misère et tantôt îlots de luxe) font du logement de qualité un bien minoritaire, étendu en Europe mieux qu'aux

---

<sup>1</sup> -Je précise que les concepts usités ici - tels que : appareils, civilisation, culture commune, habitus, nation ou peuples, etc. - sont explicités par *Macrosociologie* et par *La Société*, ouvrages consultables sur [www.macrosociologie.com](http://www.macrosociologie.com).

Etats-Unis par le welfare des "logements sociaux" mais contenu, au Japon, par une extrême exigüité. Le tout chargé, comme devant, de survalorisations coutumières où les particularismes religieux et autres résistent à l'invasion de l'électro-ménager.

Néanmoins cette invasion, démultipliée par les biens durables de toute sorte dont l'industrie déborde - autos, radios, télévisions, ordinateurs, etc. - contraste fortement avec la solidité manifeste d'us et coutumes profondément enracinés. Dans la transmission de ceux-ci, l'habitus familial joue évidemment un grand rôle, encore qu'il soit déformé par une évolution des mœurs sexuelles et matrimoniales qui distend et recompose d'autre manière les liens entre enfants et parents, à mesure que la contraception féminine, la liberté de l'avortement, la fréquence du divorce et d'autres mutations s'acclimatent, en ordre dispersé et variable. Certes, la vigueur des traditions patriarcales de l'Asie, le désordre de l'Afrique, les caractéristiques de la famille latino-américaine ou même les éventuelles crises politico-morales nord-américaines et européennes attestent de puissantes résistances. Mais ce sont là des réponses à une transformation générale dont le moteur est ailleurs. La pilule répond à l'exubérance démographique incontrôlée, le préservatif protège du sida mieux que la prière ou qu'une pharmacopée trop onéreuse, le tout est porté par la vague de fond de femmes s'arrachant à leur soumission millénaire. Cette révolution essentielle n'en est qu'à ses débuts et elle n'annule pas la force de l'habitus familial. Elle ne peut que le transformer, péniblement et chaotiquement, autant que se modifie l'institution familiale elle-même, tant il est vrai que l'homme est un animal prématuré dont l'humanisation et la socialisation progressent de concert au sein d'une famille ou de son substitut, fût ce une bande des rues, un chapelet d'ex-époux se succédant diversement ou quelque autre variante. A l'inverse de l'habitus familial, le scolaire entre dans le 21<sup>e</sup> siècle, porté par le puissant élan que le siècle précédent lui a déjà donné à l'échelle de sociétés tout entières. Quelles que soient les crises et les novations que l'institution scolaire subit ou les tâtonnements qui accompagnent sa mondialisation, le fait est que le pourcentage des jeunes générations soumis à un apprentissage dont la durée moyenne s'allonge, ne cesse de s'accroître. L'habitus scolaire est encore loin d'être le lot commun de l'humanité, mais il y tend puissamment. Ce qui ne veut pas dire qu'un même moule façonnera chaque nouvelle génération, car comme tout habitus, le scolaire n'est pas premier, il est véhicule et façonnier d'une culture, tout en contribuant à l'évolution de celle-ci.

De son côté, la transmission traditionnelle des modes de travail paysans, artisanaux et autres demeure majoritaire mondialement, mais elle s'érode de plus en plus vite. Reste à savoir si les industrialisations d'aujourd'hui ont les mêmes effets en matière de cohérence, de discipline et de solidarité que leurs devancières et si les "tertiairisations" de plus en plus fréquentes dans le monde du travail se rapprochent ou non de l'efficace industrielle, le tout dans des sociétés porteuses de traditions militaires, bureaucratiques et religieuses très différentes ? A ma connaissance, il est peu de synthèses éclairant ces derniers problèmes.

Si l'on veut bien faire abstraction des mélanges hétérogènes que le tumulte des peuples multiplie (n° 8) et des grumeaux allogènes à dilution lente qu'il introduit dans la pâte de maints peuples, pour ne considérer que l'immense majorité de chaque peuple, force est de constater qu'au cœur de la culture commune de celui-ci figure un langage ou plus exactement un "langage de langages" un code de vie sociale, par référence auquel le devenir culturel de chaque peuple - c'est-à-dire son identité collective - doit être apprécié. La thèse que je résume ci-après n'est pas sans rappeler la formule de Lacan

pour qui "l'inconscient est structuré comme un langage"<sup>1</sup>, mais je n'ai pas qualité pour juger du cheminement qui conduit de l'inconscient du sujet individuel à ce qu'est la culture commune à tout un peuple, ce "collectif anonyme". Ma seule certitude est que ce cheminement - s'il existe - part du primat qu'est le groupe, quels que soient les effets en retour que chaque individu peut y inscrire.

Le langage qui cimente chaque peuple est évidemment sa langue usuelle, mais considérée dans sa plénitude, comme totalité de ce que ses locuteurs multiples et divers savent dire et inventent et de ce que ses anciens, ses érudits et ses écrits gardent en mémoire, même si l'usage ordinaire en est perdu. Encore faut-il bien voir que ce langage n'est pas enfermable dans un dictionnaire parce que, dans sa singularité même, il est une façon de dire le monde, de le représenter, de le concevoir. La spécificité de chaque *Weltanschauung* langagière – c'est-à-dire la conception du monde exprimée par et dans un langage - se vérifie dans l'exercice de la traduction, laquelle n'est jamais le remplacement poids pour poids d'un mot par un autre, mais bien la confrontation de deux aperçus sur le monde, de deux points de vue, proches ou très différents, mais jamais identiques à tous égards. Depuis que l'ordinateur semble en offrir le moyen et l'internet le besoin, la création de machines à traduire ne produit que des palliatifs, des drogmans technologiques de rencontre.

Cette impossibilité conduit au cœur du problème. Une langue n'est pas qu'un prisme sémantique à travers lequel le monde se laisse observer. C'est aussi une façon de vivre dans ce monde, un savoir-faire, savoir-vivre, etc., c'est-à-dire savoir de tout ce qu'il faut savoir pour y vivre. Un savoir qui ne cesse de s'accumuler, depuis l'acquisition du "langage maternel" jusqu'au terme de la vie. Un savoir qui n'est pas fait que de mots - même si la langue en est la sténographie la plus explicite - car il inclut les gestuelles, les manières, les pratiques et les coutumes ritualisées, bref tous les faits et gestes inconsciemment codifiés qui singularisent un peuple. Autrement dit, chaque peuple a pour trésor commun un "langage généralisé", un répertoire de codes, bref une culture commune.

Cette culture est dotée d'une puissante inertie, elle se transporte de génération en génération avec la lenteur d'un glacier enserré entre les montagnes d'une commune structure sociale, y compris son Etat, ses appareils idéologiques et ses entreprises. Inertie, mais non intangibilité. De fait, chaque peuple s'adapte, apprend ou subit, et peu à peu se transforme. Des heurts historiques peuvent l'éclater et l'éparpiller, de lentes assimilations d'éléments divers peuvent l'enrichir et l'étendre, mais tout ceci s'opère au rythme séculaire des générations qui se succèdent.

Telle est la perspective selon laquelle les changements de notre monde actuel peuvent être évalués. Leur rapidité oblige à déplacer l'attention de l'inertie fondamentale de tout peuple vers les formes et les degrés de sa labilité, image inspirée par la chimie qui spécifie par ce terme un état de la matière faiblement protégé et, donc, exposé à quelque mutation. Dire qu'un peuple n'est pas intangible, c'est dire que sa labilité est un phénomène historique à évaluer très exactement, en jugeant des changements qu'elle autorise sous telles pressions spécifiques et avec tels effets repérables. Les glissements de la consommation sont significatifs à cet égard, mais moins profonds que les éventuelles transformations des habitus et des traditions qu'ils véhiculent et ainsi de suite, jusqu'à s'approcher du cœur de la culture commune, du code des codes que résume l'identité collective de celui-ci.

---

<sup>1</sup> *Ecrits*, Seuil, 1970

Dans cette perspective - et en négligeant mille développements majeurs qu'il faudra retrouver, par changements d'échelle, lors de l'étude des différents cantons du monde actuel - en restant donc à l'échelle mondiale, on se doit d'observer

- que, dans les régions non ou peu développées économiquement, la labilité des peuples est d'autant plus faible que l'ancienneté historique de la civilisation dont leur culture relève est grande; que l'encadrement politique exercé par l'Etat est ferme, y compris à l'égard des entreprises marchandes et des appareils idéologiques modernes; et que l'encadrement religieux traditionnel, s'il est expressément organisé, converge avec l'encadrement politique comme gardien de l'acquis;

- que, dans les Etats économiquement développés, la maturation nationale est un mouvement multi-séculaire et non un bricolage ideologico-politique improvisé, si bien que, selon les cas, un Etat donné peut recouvrir, pour l'essentiel, une seule culture commune ou embrasser sous une même nationalité politique des éléments de peuples encore disparates ou bien des éléments distincts, mais accoutumés de longue date à une coexistence pacifique et à une coopération effective;

- que le *conubium*<sup>1</sup> effectivement pratiqué au sein de la société considérée illustre leur degré de maturation nationale et concrétise les efforts homogénéisateurs des appareils d'Etat, des églises et des écoles, des medias enfin;

- et que, dans ces mêmes Etats développés, les institutions démocratiques (élections, Parlement, partis, etc.) ne concourent utilement à l'entretien de la cohérence sociale qu'au prix d'un ancrage multigénérationnel, faute de quoi elles ne sont qu'un décor ou, au mieux, un espoir.

Trois conclusions sont à retenir ici. En ce début de 21<sup>e</sup> siècle, comme en toute autre époque, aucun peuple ne peut atteindre une forme idéale que son histoire ultérieure validerait éternellement, car tout peuple est et demeure un objet historique. En même temps, la labilité de chaque peuple que le monde actuel accentue plus ou moins et son héritage historique - c'est-à-dire son inertie propre - s'entrechoquent sans jamais détruire cette dernière. Un peuple peut être hissé vers un agrégat de plus vaste envergure ou être fragmenté en éléments de consistances diverses, mais il ne peut se fondre dans une grisaille mondiale qui le rendrait - pour lui-même et pour les autres peuples - indiscernable de ses contemporains. Autrement dit l'inertie des peuples contredit nécessairement l'uniformisation à laquelle tend le marché.

### (10) - *Embryons de société civile dans l'international*

La société civile (SC) est un concept qui aide à caractériser la structure politique d'une société donnée. Il enveloppe les institutions non étatiques dans une représentation claire des rapports que leur ensemble entretient avec l'Etat de ladite société. Autrement dit, le couple Etat / SC - dont la dialectique spécifie la forme de régime en vigueur - permet de représenter dans toute sa plénitude le réseau des pouvoirs propre à la société considérée. Mais qu'en est-il dans l'ordre international ?

Les firmes multinationales, ressort principal de l'économie mondiale (n°2), les ONG

---

<sup>1</sup> Terme emprunté au droit romain ( droit de se marier ensemble) pour caractériser l'étendue de l'espace sociologique au sein duquel les couples se forment.

(annexe 8), ces organisations "non-gouvernementales" que l'ONU associe aux travaux de ses agences sont les éléments potentiels d'une ou plusieurs SC internationales. Il faut leur adjoindre d'autres éléments ayant forme d'entreprises ou d'appareils, avant de juger de la consistance et de la nature réelle ou virtuelle de cette ou ces SC. Un courant de pensée auquel Habermas a apporté son appui<sup>1</sup> inspire quelques organisations de lutte anti-mondialisation persuadées qu'elles ne peuvent être mêlées aux firmes multinationales honnies, dans une SC par trop accueillante. Pour sa part, la théorie de la SC qui a cheminé depuis Hegel et Marx et à laquelle j'adhère pleinement, non sans l'actualiser autant que de besoin, ne partage pas ces crispations vertueuses. Elle a permis de constater que, durant les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, les SC se sont épaissies de tous côtés, à mesure que la liberté d'entreprise, la liberté d'association, la liberté de parole, etc. ont consacré la multiplication des institutions nées hors l'Etat et souvent contre lui. Elle offre une bonne base de départ pour juger des questions ici posées.

Les firmes déployées dans plusieurs pays sont mêlées de fait à la SC de chacun d'eux. A la limite même, quand l'Etat local est incapable de protéger leurs intérêts sécuritaires et autres, elles se dotent de moyens, voire de prérogatives, ailleurs étatiques. Mais ces firmes sont également tournées vers diverses institutions internationales : toutes sont attentives à l'OMC; bancaires ou non, elles s'inquiètent des positions du FMI et d'autres institutions; pétrolières surtout, elles prêtent une vive attention à l'OPEP et à l'AIE; etc. En outre, leurs coordinations locales et leurs alliances spécialisées agissent, à diverses échelles, pour défendre leurs intérêts communs, tandis que leurs dirigeants participent volontiers à certains forums mondiaux – tels le *Club de Rome*, la *Trilatérale*, les *Rencontres de Davos*, etc.- où ils peuvent nouer des contacts avec une élite universitaire et, mieux encore, avec le personnel politique des principaux Etats. D'autres firmes, trop petites ou trop discrètes pour être classées comme des multinationales, doivent néanmoins être prises en considération comme éléments potentiels de SC, lorsque leur activité propre (armes, drogues, blanchiment d'argent, etc.) ou leur positionnement stratégique sur certains marchés (diamant et autres gemmes, matières fissiles, fraude, prostitution, etc) transforment ces agents ordinaires du capital marchand en acteurs internationaux, significatifs pour telle région ou telle période.

Les ONG prolifèrent désormais plus vite que les firmes multinationales car la concentration capitaliste n'a pas d'équivalent politique ou culturel. Leur foisonnement concerne aussi bien celles qui démultiplient ou masquent un syndicat professionnel (souvent patronal), une église, un parti ou même un Etat, que celles qui sont des associations originales, tournées vers des enjeux réellement internationaux, d'ordre caritatif, écologique, philanthropique, économique, politique, etc. Faute de tris contradictoires qui classeraient ces dernières (annexe 8), force est d'apprécier leurs rôles en fonction des cibles qu'elles visent, selon que des misères massives mobilisent leur action (réfugiés, famines, catastrophes naturelles, épidémies, etc.), que des crimes et délits individualisés ou frappant des collectivités diverses suscitent leur indignation (ce qui va de l'ethnocide au déni de justice, comme des droits de l'homme - et surtout de la femme ou de l'enfant - à la protection de professions exposées) ou que des objectifs plus abstraits sont affichés. A ce dernier cas correspondent notamment les grandes manifestations internationales accompagnant les *Sommets de la Terre* ou les réunions de divers centres de pouvoir (G7, FMI, OMC, etc.), mais aussi des actions d'allure plus précise mettant en cause des catégories d'Etats - y compris l'Union

---

<sup>1</sup> *Droit et démocratie*, Gallimard, 1997



Européenne - ou diverses institutions internationales telles les agences onusiennes.

Non ou peu renforcés par des ONG, d'autres appareils tels les partis, les syndicats, les églises, les obédiences maçonniques, etc. doivent également être pris en considération, dès lors que leur activité internationale est avérée. Les *Internationales* politiques, exemplifiées par le socialisme européen du 19<sup>e</sup> siècle, semblent toutes en veilleuse aujourd'hui et les Confédérations syndicales - de salariés ou de patrons - ne s'activent qu'aux abords d'institutions telles que l'Union Européenne, mais il se crée par ailleurs de nouvelles organisations politiques, à visées mondiales, comme *ATTAC* (Association pour la Taxation des Transactions financières internationales) qui entend promouvoir une réforme radicale des institutions bancaires et financières ou *Les Amis de la Terre* qui embrasse la plupart des revendications écologistes. Dans l'ordre religieux, la *Ligue islamique mondiale* est une ONG en bonne et dûe forme, entourée d'autres ONG aux fonctions spécialisées (bienfaisance, étudiants, etc.), mais cet ensemble ne recouvre pas l'activité internationale des diverses branches de l'islam. En de nombreux pays où le départ n'est pas encore opéré entre la religion et le pouvoir étatique - à moins qu'un divorce déjà décidé soit activement contesté - certaines confréries jouent un rôle majeur, tandis que d'autres développent une activité plus militante encore. Bref, les appareils islamiques sont, comme ceux de diverses autres religions, des agents aussi actifs, dans l'ordre international, que le Vatican de Jean-Paul II-l'itinérant. Mais l'exemple islamique valait d'être retenu, non pour céder aux phobies alimentées par les Etats-Unis, mais pour une raison théorique plus centrale : la SC toujours définie par rapport à l'Etat a été nourrie en maints pays, d'éléments issus de l'appareil religieux longtemps prépondérant localement (écoles, hopitaux, hospices, etc.). Savoir si la liberté des cultes est établie jusqu'à séculariser plus ou moins ces appareils jadis ecclésiastiques est une question essentielle pour juger du régime politique de chaque pays.

Les éléments multiples et variés dont l'inventaire vient d'être esquissé ne constituent pas une société civile internationale, parce que leurs activités, inégalement réparties de par le monde, ne sont pas tournées vers un pouvoir étatique unique ou unifié. Autrement dit, aucune "coopérative" multi-étatique ne s'emploie à régenter une SC internationale, pas même l'ONU - centre peu cohérent - qui délivre leur label aux ONG. Aucun pouvoir étatique mondial ne s'offre comme cible centrale à toutes les pressions politiques qui s'exercent dans l'ordre international. Aucune élection mondiale ne canalise les aspirations les plus diverses afin d'aboutir à des décisions. - ou de bloquer celles-ci. Bref, *il n'y a pas de SC internationale, parce qu'il n'y a pas de pouvoir politique mondial.*

Mais il existe de multiples centres de pouvoir, nés de coopérations inter-étatiques ou résultant de la tutelle impérieuse exercée par un Etat, qui s'offrent à beaucoup des éléments internationaux de SC comme éventail de cibles. Les organes de l'ONU qui disposent d'un certain pouvoir, comme le Conseil de Sécurité ou le Secrétariat Général et les agences onusiennes pratiquement émancipées du contrôle de l'Assemblée Générale ou du Secrétariat général figurent parmi ces cibles, tout comme l'OMC, le G8 ou l'Union Européenne et comme maints organes interétatiques trop souvent ignorés par les ONG - sinon par les multinationales - telle la BRI. Les Etats importants sont eux aussi la cible de pressions visant par exemple leurs prérogatives bancaires post-coloniales. Les Etats-Unis qui s'arrogent une voix prépondérante dans les institutions financières internationales et qui s'efforcent - parfois en vain - de discipliner la plupart des organisations internationales dont ils sont membres pourraient être la plus importante de toutes les cibles à viser par la plupart des

éléments revendicatifs de SC, mais, sans échapper totalement à leur vindicte, cet Etat réussit très souvent à utiliser lesdites agences internationales comme autant de coupe-feux. Une SC internationale prendrait nettement tournure, si le pouvoir réel des Etats-Unis était communément reconnu en tous domaines, par les opinions publiques d'un grand nombre de pays, à commencer par l'Europe et le Japon.

Faute de pouvoir central d'échelle internationale, les éléments de SC que l'on peut repérer dans le monde actuel sont les membres disjoints d'un corps qui n'a pas (encore ?) pris forme et dont la coalescence demeure utopique. Néanmoins, ces éléments épars ont une signification à souligner. Alors que les *Internationales* politiques, enfermées tout au long des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle derrière le grillage planétaire des Etats-nations (y compris les successeurs des empires coloniaux) finissent de mourir sous les décombres du communisme, que le syndicalisme tarde à imposer des formules qui l'adapteraient à l'échelle des firmes multinationales et que les religions, extraverties de longue date répètent leurs vérités sans rien "révéler" du monde actuel, une fermentation créatrice s'opère du côté de maintes ONG ou à leur voisinage. Tout se passe comme si la propagation mondiale des grandes firmes avait pour répondant non point un susaut des Etats (n° 4), mais une sorte de mondialisation des émotions politiques, sinon déjà des forces capables de transformer ces dernières en actions durables. Les actuels embryons internationaux de SC expriment une attente multiforme, celle de pouvoirs se hissant à l'échelle des problèmes à traiter, bien au delà des limites territoriales dont les Etats assurent le gardiennage traditionnel.

### (11) - *Le monde comme idéologie*

Les peuples présents sur notre planète depuis des millénaires ont découvert peu à peu le monde qu'ils formaient. Mieux que leurs soldats déferlant par rafales, ce sont leurs marins, leurs caravaniers, leurs pèlerins et tous autres obstinés voyageurs qui sont allés de grande découverte en grande découverte. Leur représentation du monde, matérialisée par des cartes et des portulans, s'est enrichie spasmodiquement, jusqu'à ce 19<sup>e</sup> siècle où des sociétés de géographie ont suscité l'exploration des dernières "taches blanches" des atlas, notamment au cœur de l'Afrique et de l'Asie. Le 20<sup>e</sup> siècle s'est achevé avec une Terre photographiée par satellite. Le monde semble désormais connu en son entier, si bien que la mondialisation dont la rumeur emplit le jeune 21<sup>e</sup> siècle s'étalerait sur une planète bien cadastrée.

En fait, l'épiderme géographique de notre monde est assez bien exploré, mais la connaissance pratique qu'ont les peuples des sociétés où ils vivent est fort inégale et substantiellement différente d'une civilisation à l'autre, voire d'une culture à sa voisine. Dans ma recherche, l'idéologie désigne la fonction de représentation du monde que tout peuple - comme tout homme-en-société - ne peut pas ne pas exercer; fonction qui mêle indissolublement des pratiques et des discours de toute sorte; qui produit pour chaque peuple la culture commune dans laquelle et par laquelle il se reconnaît; tandis qu'une civilisation embrasse un ensemble de peuples dont les cultures ont été apparentées par leur histoire. Rapportées aux sociétés, les cultures sont des composites dont la cohérence dépend du degré d'intégration effective des peuples ou éléments de peuples qui sont juxtaposés ou entremêlés dans chacune d'elles. Le monde, comme donné naturel, est un vaste champ d'investigations scientifiques. Le monde, comme sédiment historique et comme pratique sociale, est à peine effleuré par les savoirs fragiles que produisent des sciences très jeunes et souvent bridées par des épistémologies miniaturisantes où l'arbre humain cache la forêt sociale. Qui plus est, la

représentation scientifique du monde n'est pas la composante maîtresse du monde comme idéologie. Plus triviale, sa substance principale est faite d'idées et de pratiques communément répandues, elle est le monde tel que les hommes le vivent. Or ils le vivent très différemment d'une société à l'autre et il serait naïf de croire que sa représentation aujourd'hui prédominante sous nos latitudes soit promise à un essor mondial, comme si l'intégration des économies avait pour corollaire, à quelque décalage près, une sorte de mondialisation culturelle qui réduirait les écarts actuels jusqu'à en faire des différences folkloriques inessentiels.

Certes, des moyens de communication facilitent à tel point les contacts et les échanges que l'avion et l'internet passent désormais pour les unificateurs d'un monde déjà irrigué par de multiples médias (annexes 9 et 10). Mais le livre et la presse, renforcés par le cinéma, la radio et la télévision, puis par l'information multimédias véhiculable sur internet sont porteurs de discours et d'images dont la signification est modulée par des appareils idéologiques à bien repérer. S'imaginer que ces vecteurs engendrent une "société de l'information", c'est confondre les tuyauteries avec ce qu'elles transportent.

Avant comme après internet, les explorateurs du monde ont poursuivi leurs expéditions. Parmi eux, les marchands se distinguent particulièrement, parce que, tout en accompagnant l'essor mondial de la marchandise, ils ont enrichi leurs enquêtes par des "études de marché" qui s'efforcent de préciser la réceptivité de telle société pour tels produits et qui jugent de sa capacité d'accueil pour les firmes en voie d'extension ou de délocalisation. Ainsi s'est créée une activité internationale de services visant à connaître des réalités mondiales pour les besoins des firmes multinationales. D'autres firmes, géantes ou modestes, s'emploient à vendre le spectacle du monde à des publics riches et nombreux. Elles peuvent être tournées vers la présentation des guerres ou des catastrophes naturelles, comme vers la recherche du pittoresque mondial, enrichissant ainsi la gamme des clichés qui symbolisent les divers pays. Plus largement, elles tendent à capter tout ce qui est aisément montrable aux publics les plus divers, quand aucune barrière langagière n'en gêne la compréhension : jeux olympiques et sports, musiques pouvant se mêler au brouhaha radiophonique, paysages, architectures et même rituels folklorisés pour l'agrément des touristes, etc. A grand renfort de *tour operators*, une industrie touristique déploie ses croisières et ses safaris-photos, en s'écartant parfois des circuits bien balisés, sans se réduire au *sex, sea and sun* de certains clubs de vacances, ni au "tourisme sexuel" où le vice et la misère se marient en des sites changeants.

Le point central à noter dans ce flot d'activités peu curieuses des cultures locales et rarement attentives aux aspirations des peuples visités, c'est que - médiatiques ou touristiques - elles se bornent le plus souvent à ce qui se donne à voir, sans chercher à percevoir, au delà des barrières linguistiques, ce que sont et font vraiment les peuples regardés, les sociétés qui les contiennent, les Etats qui les régissent. Le monde s'offre ici comme un miroir où le passant n'aperçoit qu'une image complaisante de son "développement plus avancé". En particulier, l'immense effort par lequel certains des peuples hier colonisés et aujourd'hui "sous-développés" ont essayé de comprendre d'où provenait la supériorité militaire, technique et économique des Etats qui les ont subjugués ne suscite guère d'intérêt chez les touristes-spectateurs et ne mobilise pas les élites marchandes ou diplomatiques qui pourraient s'interroger sur les causes des "retards" locaux et sur les issues que les peuples "sous-développés" pourraient utilement emprunter. Ainsi, après un gros demi-siècle d'aide au développement, les experts de la Banque Mondiale - comme des autres institutions financières actives à

l'échelle internationale - ne savent que sauter d'une impuissance à l'autre, des travaux publics primant tout au *trade but not aid*<sup>1</sup>, puis à l'ultra-libéral "consensus de Washington" et à la "bonne gouvernance", en attendant de nouvelles recettes aussi sottes.

Moins central, mais néanmoins éclairant est cet autre point : les firmes multinationales qui tentent de s'enrichir en s'appropriant le plus possible de "tuyaux" (cables, satellites, téléphonie fixe ou mobile, mais aussi hôtels et circuits touristiques, etc) et le plus de fournisseurs de services audiovisuels (studios de cinéma et de télévision, production de disques, etc) se sont, jusqu'à présent disloquées à l'instar d'*AOL-Time-Warner* ou de *Vivendi*, ce qui pourrait signifier que l'industrie et la finance, bien mariées chez les exploitants de "tuyaux" n'ont pas grand chose en commun avec les artisans et les bricoleurs qui créent les spectacles à véhiculer dans ces "tuyaux". Le monde comme idéologie se cherche dans ce qui se donne à voir, mais ne progresse guère vers ce qui est à comprendre.

Le monde que détaillent les ONG est moins superficiel que celui des firmes multinationales. Mais ces organisations souvent attentives à des misères réelles, à des besoins inassouvis, à des projets modestes ou à des crimes majeurs, ont généralement une plus faible audience que lesdites firmes. Seuls les scandales médiatisables et les manifestations massives qu'elles réussissent parfois à provoquer élargissent leur audience et fidélisent des publics auxquels elles donnent une représentation du monde moins dépendante des idées reçues, sinon affranchie de tout biais politique. En outre, certaines ONG, parfois mêlées à des PME touristiques ou vacancières, font de la "connaissance du monde" l'orientation première des services qu'elles offrent. A la limite, certaines de leurs actions rejoignent les investigations scientifiques de diverses disciplines - de l'archéologie à l'ethnologie - tandis que les pressions politiques qu'elles exercent mêlent de façon souvent utile l'enquête à l'action. Toutefois, on ne peut étendre ces remarques à toutes les ONG recensées par l'ONU, car beaucoup d'entre elles décorent ou déguisent des intérêts religieux, partisans ou professionnels qui contribuent parfois à divers conservatismes et n'enrichissent pas la représentation du monde.

Quant aux sociétés savantes, aux universités et aux divers organismes privés ou publics de recherche scientifique, la représentation du monde qu'ils donnent est encore de portée très limitée parce que les sciences sociales sont toutes nées en Europe et aux Etats-Unis au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, nonobstant les ancêtres savants qu'elles se sont déniché dans les siècles précédents. Même non bridées par des épistémologies défailtantes ou par des ressources exigües, elles n'ont guère eu le temps de se départir du point de vue occidental qui leur est congénital. Même enrichies par les savoirs utiles qu'ont pu produire, de ci de là, des universités où le départ entre les Humanités et les sciences sociales n'est pas encore accompli et des monastères plus antiques encore, pour faire connaître les œuvres et les conceptions des sociétés épanouies hors les filières occidentales, elles n'ont acquis des civilisations d'Amérique précolombienne, d'Afrique et d'Océanie tout entières et de l'immense Asie que des vues sommaires, fragmentaires et fort peu répandues dans les publics érudits, malgré d'évidents progrès au cours des dernières décennies. De leurs côtés, les élites savantes des régions naguère dépendantes de l'Europe ont à peine commencé d'évaluer leurs richesses propres, en tant qu'elles peuvent être utilisables et exportables dans le monde

---

<sup>1</sup> Du commerce, mais pas d'aide

actuel. Enfin, très peu d'efforts sont accomplis de part et d'autre pour densifier les connaissances pratiques ou savantes diffusées dans les publics intermédiaires entre les masses de touristes et de téléspectateurs et les élites plus raffinées des diverses hautes cultures.

Le monde comme objet politique commence d'être un peu mieux connu parce que la décolonisation a enrichi la gamme des sociétés autonomes, sans que leur très inégal développement (n° 6) ait complètement inhibé les effets de leur émancipation. Le monde comme objet culturel à saisir dans la plénitude de ses déterminations se dessine un peu plus nettement depuis que la géographie s'est convertie en géopolitique, que l'histoire est devenue respectueuse des effets de longue durée, que l'explosion démographique du 20<sup>è</sup> siècle a multiplié les tensions à considérer, etc. Sur cette toile de fond, la sensibilisation spectaculaire opérée par la télévision et le tourisme a certes enrichi les loisirs des sociétés riches, mais elle ne peut être créditée que d'un très modeste éveil des peuples occidentaux aux réalités profondes du monde où ils vivent. Autrement dit, le monde comme idéologie demeure lourd de fantasmes européens et nord-américains, mais pauvre en représentations bien ancrées dans sa réalité.

### **(12) - La très inégale densité des Etats**

En 1946, l'Assemblée Générale de l'ONU comptait quarante Etats membres. Depuis lors son effectif a presque quintuplé. Après l'adhésion de la Suisse (2002), il lui reste encore quelques recrues potentielles, sans compter les scissions qui menacent divers Etats. Tous ses membres disposent d'une voix dans cette Assemblée, qu'ils soient bien établis comme le Japon et tant d'autres, chancelants comme plusieurs Etats des Balkans et d'ailleurs, ou évanescents comme les non-Etats afghan ou somalien d'aujourd'hui. Autrement dit, les Etats contemporains sont d'une très inégale densité, si cette image peut signifier non point la concentration de leur population, mais l'extrême inégalité de leurs capacités d'action interne et internationale, l'extrême variété de leurs héritages en matière d'organisation et de pouvoir et l'extrême diversité des situations que la marche du monde actuel leur impose.

Certes, l'inégalité des Etats est aussi vieille que ceux-ci, mais elle présente aujourd'hui des traits nouveaux qui l'accroissent. Ainsi, les Etats dont la société civile est réduite à la seule tapisserie des familles agencées en clans et en tribus, sont soumis, tout comme les Etats riches d'entreprises, d'églises et d'associations de toute sorte, à l'intrusion d'éléments internationaux qui perturbent l'exercice local du pouvoir (n° 10). On connaît de ces Angola où un exploitant pétrolier tient le gouvernement en tutelle et de ces Gabon où l'intervention permanente de l'ancienne puissance coloniale triangule les relations de pouvoir entre cet exploitant et l'Etat local, ce qui laisse à ce dernier une petite marge de manœuvre. Elf et la France, ici visés, ne sont que des exemples dans une longue collection de situations, parfois plus complexes, qui s'étale dans plusieurs dizaines d'Etats ou de pseudo-Etats.

Le plus souvent, l'ingérence des ONG est humanitaire (n° 11), mais il arrive que leurs pressions deviennent politiques, spécialement lorsqu'elles dénoncent les abus et les crimes des pouvoirs en place ou les infractions, les corruptions et les spoliations dont certaines firmes multinationales se rendent coupables avec la complicité ou la tolérance de ces mêmes pouvoirs. Les filiales locales des firmes multinationales établissent, avec ou sans l'aide des Etats concernés, des périmètres de sécurité autour

de leurs installations et elles s'efforcent d'échapper à la justice autant qu'à la police locale, tout en usant des redevances et impôts auxquels elles ne réussissent pas à échapper, pour soudoyer, s'il se peut, les élites locales. Si bien qu'un bon test de la densité des Etats est celui de leurs rapports avec les multinationales : plus s'étend l'extra-territorialité économique, juridico-policière et fiscale de celles-ci, plus lesdits Etats sont évanescents ou domestiqués. Républiques bananières ou "droguistes", monarchies pétrolières ou minières, nombreux sont les territoires que l'on peut dire à double appartenance car le pouvoir y est partagé. Mais quand on en vient aux bases militaires, du type de celles que les Etats-Unis entretiennent en maints pays, on entre déjà dans une catégorie d'Etats parfois plus denses, voire de grandes puissances - comme l'Allemagne, le Japon ou l'Italie - où perdure cet héritage des défaites de 1945.

Hormis ces effets de dépendance directe, il faut juger des capacités effectives d'un Etat en évaluant son appareillage administratif et militaire, sans se laisser prendre à l'apparente modernité de ses branches répressives : massacrer, réprimer et policer coûtent moins cher que d'entretenir les services publics grâce auxquels l'indice du développement humain s'accroît dans un pays (annexe 6). En tournant le regard vers les performances économiques, il convient également de discerner ce qu'elles doivent à la drogue et à divers autres trafics, sans oublier les délits dont les paradis fiscaux et bancaires tirent une large part de leurs revenus. Toutes considérations qui s'inscrivent sur une toile de fond que les indices du PIB mesurent vaille que vaille : à côté des 17 % de la population mondiale qui vivent dans des pays riches (sinon égalitaires), 3 milliards d'humains, soit 50% de cette même population, vivent dans des pays "en voie de rattrapage" (selon les canons de la Banque Mondiale) et 33 autres %, soit 2 milliards d'hommes, survivent dans des pays en voie de marginalisation croissante (Banque Mondiale, rapport 2001).

La densité des Etats dépend aussi du degré d'intégration de leur population, qu'elle soit encore tribale ou déjà nationale, à moins qu'à un stade intermédiaire, elle soit plus ou moins hétérogène. Ainsi, par exemple, on se gardera de considérer comme démocratiques des Etats où une ou plusieurs dizaines de partis rivalisent dans des élections (éventuellement truquables) : ce pseudo-multipartisme révèle une société fort peu intégrée ou en voie de désintégration. Parmi les autres facteurs également importants figurent le poids relatif de la propriété latifondiaire, laquelle est généralement une cause d'arriération des campagnes et d'exode rural vers les bidonvilles; l'enracinement de la religion traditionnelle, si elle est entretenue par un appareil ecclésiastique combatif; l'héritage de l'époque coloniale en matière d'appareil étatique et de formation des personnels aptes à le diriger; l'héritage, enfin, de systèmes politiques récemment effondrés (Russie, Allemagne de l'Est, ex-Yougoslavie, etc.).

Après l'implosion d'à peu près tous les Etats de type étatique-socialiste, les formations politiques établies dans le monde actuel ressortissent à deux types principaux ou relèvent d'un vaste ensemble de formes plus archaïques, souvent travaillées par de difficiles transitions vers l'un de ces deux types. Le premier type est celui des Etats militaires-nationalitaires, toutes formations où le contrôle de la population par l'armée (et la police) est la tâche principale de l'appareil d'Etat, cependant que l'intégration de cette population en une nation homogène - ou en plusieurs nations cohabitantes - est la préoccupation des appareils idéologiques d'Etat et surtout l'effet en longue durée d'un ordre public interne qui devient traditionnel. Pour ne prendre que des exemples asiatiques, l'Iran et le Pakistan relèvent de ce type, vers lequel l'Arabie séoudite commence à tendre (au delà de sa confédération tribale habillée de riches oripeaux modernes) et que rejoignent également les formations, naguère étatiques-socialistes, qui entourent et incluent la Chine. La diversité des formes de régime de ces pays ne doit pas

tromper, elle voile des similitudes essentielles. Le second type est celui des républiques démocratiques-bourgeoises qui est prépondérant au centre du monde actuel et qui gagne peu à peu l'Asie orientale et australe (de la Corée à l'Inde) et l'Amérique latine. L'Indonésie et la Russie figurent aux premiers rangs des pays en difficile transition vers ce second type, quelles qu'aient été leurs positions antérieures.

Le poids des monopoles industriels et bancaires, leurs contributions aux diverses classes sociales, leurs rapports avec les PME locales et les petites bourgeoisies marchandes ou libérales, la nature des classes servant l'Etat, etc. particularisent les formes de régime. Ainsi, on doit prêter attention au personnel politique dirigeant : s'il émane encore de la propriété foncière, de l'armée ou de quelque église, le premier type demeure épanoui ou difficile à dépasser; mais si l'élection extrait des représentants des classes moyennes et salariées, fût-ce au prix d'un nouvel élitisme, le second type s'affirme. Plus les dirigeants et cadres de multinationales se mêlent à ces élus et plus le cosmopolitisme des classes dirigeantes s'affirme, au fréquent bénéfice d'un libre-échange affirmé.

Ainsi, le degré d'autonomie dont un Etat peut faire preuve dans le monde actuel devient clairement analysable : il dépend avant tout de la densité de cet Etat, mais il s'exprime avec une vigueur très variable selon le type de formation politique en vigueur. La vaste catégorie des Etats archaïques en transition vers des formes plus modernes - si fréquente en Afrique ou au Proche et Moyen Orient - les rend quasiment impuissants dans le monde actuel, sauf alliances particulières ou actions de voisinage immédiat. Quant aux deux types distingués plus haut, ils ne différencient pas deux lignes politiques, mais ils expriment des possibilités d'action nettement différentes au service de la ligne politique choisie. Le type militaire-nationalitaire peut mobiliser une population sans avoir à trop renforcer ses moyens habituels de propagande et de contrôle, mais il est exposé à des vulnérabilités profondes si sa structure de classes - aux conflits toujours latents - explose soudain sous la pression d'événements inhabituels. Le type démocratique-bourgeois où le dosage de la contrainte et du consentement est tout autre est nettement plus difficile à mobiliser, tant l'expression des nuances et des divergences y est coutumière, mais son engagement est plus profond et donc plus solide.

De densité fort inégale, les Etats d'aujourd'hui - c'est-à-dire les forces politiques qui les pilotent ou qui contestent ces dernières - doivent s'orienter en fonction de voisinages plus ou moins pacifiés, d'institutions internationales plus ou moins écoutées, d'alliances plus ou moins contraignantes et de pressions américaines omniprésentes, cependant que des embellies ou des crises économiques les agitent et que l'incessant entrecroc des aspirations politiques, des poussées marchandes et des inerties culturelles emplissent le monde des médias.

### (13) - *Les guerres excentrées*

Du 15<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle, l'Europe a conquis une position centrale dans le système mondial, position qu'elle a perdu au bénéfice des Etats-Unis depuis 1945. Néanmoins, en tant que région puissamment développée, elle demeure inscrite au centre du monde actuel, tout comme le Japon plus tard venu. Or, depuis 1945, les guerres se sont éloignées du centre, hier européen et aujourd'hui mondial. Pendant la guerre froide, un armement dissuasif, suivi par un désarmement précautionneux (annexes 11 et 12)

rejeta les conflits aux marges du système mondial, de la Corée au Vietnam et à l'Afrique, non sans coups fourrés, notamment au Proche-Orient et en Amérique latine. Les guerres ainsi excentrées se sont mêlées aux conflits tricontinentaux qu'une série de décolonisations couronna de 1947 à 1974. Foyer des deux guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle, l'Europe devint après 1945 une terre de paix.

Ensuite, l'implosion de l'URSS fût suivie par une traine de nouveaux conflits, hors le centre du système mondial. Les guerres post-soviétiques et leurs échos balkaniques des années 1990 étendirent la décolonisation aux empires russe et turc, mal divisés après 1918 comme après 1945. Du Caucase aux Balkans, maints Etats reprirent à frais nouveaux leurs conflits nationalitaires. En Afrique, les nouveaux Etats héritèrent des frontières que leurs colonisateurs avaient dessinées du fait de leurs rivalités ou selon leurs commodités administratives. Dans ce cadre artificiel, ils se livrent à des conflits entre ethnies rivales (notamment entre peuples pourvoyeurs ou victimes de la traite esclavagiste), conflits souvent envenimés par les compétitions (pétrolières, minières et autres) des firmes assistées par les anciennes puissances colonisatrices. L'épouvantable sommet de ces guerres fut atteint en Afrique centrale où - avant comme après le massacre rwandais de 1994 - toute la zone étalée en écharpe de l'Ethiopie aux Grands Lacs, puis au Congo et à l'Angola fut déchirée de conflits incessants et inassouvis qui n'étaient pas tous liés à des enjeux économiques, loin s'en faut.

De son côté, l'Asie fut le théâtre des massacres cambodgiens de 1975-6, de trois guerres indo-pakistanaïses, assez semblables aux litiges frontaliers de l'Europe classique et d'une longue chaîne de guerres - en quelque sorte "bifocales" - dans un Proche et Moyen-Orient où le gardiennage des ressources pétrolières se mêlait - et se mêle encore - à la difficile cicatrisation de la greffe israélienne. Les incursions massives des Etats-Unis et de leurs alliés, lors de la guerre du Golfe de 1991, s'étendirent ensuite jusqu'à l'Afghanistan à l'occasion de leur "croisade anti-terroriste" d'après 2001, puis derechef à l'Irak en 2003. Ainsi, cette région du monde est la seule où des puissances "centrales" s'impliquent massivement dans le cycle des guerres "périphériques". Même l'Amérique caraïbe ou latine, "arrière-cour" des Etats-Unis ne fut jamais traitée de la sorte, car ses Etats dotés de frontières coloniales devenues coutumières se livrèrent à très peu de conflits internationaux, quels qu'aient été leurs soubresauts internes.

Plus que la géographie des conflits, ce sont les buts de guerre des principales puissances qui ont subi une profonde transformation. L'incessante modernisation des armements, notamment par banalisation des missiles, allongement de leur portée et affinement de leur précision, joueront peut-être un rôle majeur à cet égard, si l'avance technique toujours renouvelée des Etats-Unis et l'impérieuse surveillance aéro-satellitaire qu'ils exercent sur la planète finissent par être modérées de quelque façon. Mais présentement, la prééminence américaine a déplacé les normes de la dissuasion établie au cours de la guerre froide. En quelques régions du monde, une dissuasion réciproque commence à se dessiner entre des puissances dotées d'armes de destruction massive (nucléaires ou non). Ces binômes régionaux, tout comme les configurations plus vastes où les puissances nucléaires d'aujourd'hui et de demain (annexe 11) peuvent s'inscrire ne déploieront pas leurs potentialités, tant que les Etats-Unis garderont la capacité de les inhiber.

Dans ce contexte radicalement nouveau, des tendances parfois esquissées au cours des décennies précédentes, mûrissent de mieux en mieux. Ainsi la conquête de territoires



et l'annexion (ou l'éviction) de leurs populations apparaissent comme des archaïsmes aux yeux des puissances riches. La guerre de 1998 entre l'Éthiopie et l'Érythrée est, à cet égard, un exemple manifeste, encore que de semblables buts de guerre puissent s'affirmer ailleurs, dans une Afrique dotée d'États souvent inexpérimentés et de frontières nullement consacrées par l'histoire. Plus sournoisement, l'éviction potentielle des Arabes de Palestine procède du même archaïsme. L'accès aux ressources naturelles les plus valorisées (aujourd'hui le pétrole, demain l'eau, etc.) est un autre but de guerre que l'essor capitaliste a peu à peu remplacé par des traités et des contrats de bonne apparence, si bien que les guerres *ad hoc* demeurent virtuelles : les puissances surveillent leurs "routes des Indes" (pétrolières et autres), protègent leurs multinationales fousseuses et agissent brutalement ou sournoisement pour récupérer "leurs" Katanga. La guerre ouverte est un dernier recours qu'elles évitent, tant qu'il y a des Savimbi, des Mobutu ou des Pinochet pour ce faire. Elle n'intervient qu'à la limite, quand des Saddam Hussein s'entêtent.

Leur obstination enrichit la collection des buts de guerre des États les plus modernes. La guerre ouverte menée par les États-Unis et par les puissances européennes éventuellement "soutenues" par d'autres pays - par intérêt, déférence ou opportunisme - s'offre pour couronner la série des opérations clandestines visant à changer la direction politique d'un État donné. Longtemps drapé dans l'anti-communisme de la guerre froide - qui a fait de la Chine ou de Cuba des "foyers d'infection" démutipliant ou remplaçant l'URSS - la série des interventions clandestines ou déclarées s'est ensuite parée d'objectifs circonstanciels : la guerre "contre la drogue" a relayé l'anticastisme en Amérique caraïbe et latine, la guerre "contre les *Etats voyous*" - ainsi nommés parce qu'ils essaient de se doter d'une capacité dissuasive - a surtout habillé la chasse aux missiles "incontrôlés", la guerre "contre le terrorisme" sensée répondre aux attentats anti-américains de septembre 2001 offre désormais un prétexte passe-partout. Les interventions armées dans l'espace naguère yougoslave n'appartiennent à cette série nouvelle, que par l'une de leurs caractéristiques qui est, précisément d'imposer un changement de la direction politique des États.

Toutefois l'ingérence guerrière dans l'organisation politique des États devient impossible lorsque la cible est réellement a-territoriale, en quoi le "terrorisme" se différencie de "la drogue" ou "des armes de destruction massive". En effet, dans ces deux derniers cas l'ennemi affiché est une abstraction qui désigne - non sans une opportune marge d'imprécision - des États bien assis, tandis que le "terrorisme" ne peut désigner, dans le monde actuel, que des États déliquescents comme le Yémen, la Somalie ou l'Afghanistan, c'est-à-dire des territoires où peuvent s'installer des "bases arrières" au service de trafics ou d'actions des plus diverses. Faute de telles bases, le "terrorisme" empile les contestations les plus diverses par leurs finalités comme par leurs moyens, et il agence des réseaux volatiles qui relèvent d'un travail de police dont l'efficacité dépend d'une coopération internationale souvent aléatoire.

En s'attaquant à des États évanescents, la puissance armée de satellites et de missiles s'expose à d'énormes déconvenues comme celle que les Américains subirent en Somalie. C'est seulement dans les États d'une suffisante densité que l'ingérence guerrière a quelques chances de réussir, mais au prix d'une occupation durable et d'une aide massive. Les débris d'États issus de l'ancienne Yougoslavie remplissent à peu près cette dernière condition. L'Irak, l'Iran, la Corée du nord - inscrites sur "l'axe du mal" qui en fait d'éventuelles cibles de "l'anti-terrorisme" - les rejoignent, mais l'une ou l'autre de ces puissances, sinon toutes, pourrait soumettre l'occupant étranger à une

révolte nationalitaire durable aux effets comparables à ceux du Vietnam évinçant les Etats-Unis en 1975.

Autrement dit, les guerres "modernes" qui tendent à réorienter des Etats "voyous" ou à vaincre des périls abstraitement définis semblent devoir conduire inéluctablement à un énorme et difficile travail de *nation building*, formule américaine qui désigne non point la maturation nationale d'un peuple, mais plus prosaïquement l'édification d'un Etat "présentable", c'est-à-dire conforme aux souhaits de la ou des puissances ingérentes. Ce résultat a été atteint par les Etats-Unis après la *capitulation inconditionnelle* de l'Allemagne ou du Japon, c'est-à-dire d'Etats héritiers d'une longue tradition étatique. Doutant que ce précédent soit facile à reproduire, les Etats-Unis caressent l'espoir que leurs brèves interventions, riches en missiles et suivies de quelques crédits – si possible fournis par l'Europe et le Japon – suffiront à la tâche. Leur déception sera grande.

Le déracinement méthodique des causes du "terrorisme" serait une ligne d'action beaucoup plus prometteuse, mais elle déplacerait tant d'intérêts, bien assis aux Etats-Unis et dans les autres puissances "centrales" qu'on doit douter de leur mise en œuvre avant que d'éventuels spasmes du système mondial ne la rende plus ou moins inévitable. Si bien qu'à court et moyen terme, une autre voie, difficilement esquissée en Europe depuis les années 1990 semble être plus prometteuse, sinon d'ampleur suffisante<sup>1</sup> : il s'agit de la "coopération" inter-étatique qui vide les guerres de leurs raisons d'être et qui peut se projeter au voisinage de la zone déjà pacifiée pour y imposer *manu militari* un traitement plus ou moins guerrier des conflits locaux (n° 14). Il s'agit, en somme, de remplacer l'ancienne "paix d'Empire"<sup>2</sup> par une "paix à la yougoslave" plus modeste et très patiente.

#### (14) - Les "coopératives" d'Etats

Les réseaux qui prolifèrent à mesure que les transports et les télécommunications leur offrent des commodités croissantes sont supposés être à la fois la cause et le moteur d'une débilitation qui frapperait tous les Etats. Pourtant, aucune propriété politique commune ne peut caractériser tout à la fois les réseaux mondiaux des agences automobiles ou bancaires (ou d'autres branches) et ceux des ONG ou des églises de quelque confession que ce soit, ni ceux des bases militaires (américaines ou autres), ou ceux des radios-télévisions et des agences de presse, etc. Tous ces réseaux font grand cas d'internet et d'autres outils médiatiques et tous se déploient sur les territoires d'Etats nombreux, ce qui leur donne une apparente extra-territorialité. Autant dire qu'ils sont d'ordre international et se servent des outils de leur temps. En fait, ces réseaux très divers émanent des embryons de société civile qui prolifèrent dans l'international (n° 10), à moins qu'ils ne soient – comme les réseaux de bases militaires – des excroissances d'Etats surpuissants, à commencer par les Etats-Unis (n° 15).

Les projections internationales d'Etats agissant pour leur compte propre se combinent avec des actions associant coopérativement des Etats en nombre variable. Autrement dit, les Etats ne restent pas tous cantonnés sur le seul territoire où s'exerce leur souveraineté, ils sont aussi parties prenantes dans des "coopératives" d'Etats

<sup>1</sup> L'enrichissement de cette seconde voie sera discuté à partir du n° 26 ci-après.

<sup>2</sup> Selon la formule de Raymond Aron - *Paix et guerre entre les nations*, Paris, 1962

diversement agencées. De telles "coopératives" ont accompagné l'essor mondial du capitalisme pour répondre à ses besoins internationaux. Ainsi, par exemple, une *Union postale* a vu le jour dès le 19<sup>e</sup> siècle pour organiser la coopération des services postaux, tandis qu'un siècle plus tard une *Agence Internationale pour le Transport Aérien* (IATA) a été mise en place dès que les liaisons aériennes régulières ont franchi les frontières. Plus tard, la coordination internationale requise pour le bon fonctionnement d'internet n'a pas tardé à s'émanciper des Etats.

Le choix entre des formules publiques ou privées s'est enrichi, après 1945, par un foisonnement des institutions onusiennes, très supérieur à celui que la Société des Nations avait pu susciter. En effet, les institutions centrales de l'ONU (Assemblée Générale, Secrétariat Général, Conseil de Sécurité, Conseil Economique et Social, etc) ont été entourées par plusieurs auréoles d'organisations spécialisées, contemporaines de la Charte initiale (tels le FMI, la BIRD, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, etc.) ou rangées sous l'aile d'une ONU née après elles (par exemple le BIT ou l'IATA), après quoi des Hauts Commissariats, Conférences, Programmes et autres missions décidées par l'Assemblée Générale - ou par le Conseil de Sécurité, voire le Secrétariat Général - se sont parfois pérennisés en institutions *ad hoc*, sans compter les organisations gérant les interventions de casques bleus.

L'égalité des Etats au sein de l'ONU - qui extrapole le "*un homme, une voix*" des régimes démocratiques - n'a souffert qu'une exception formelle, celle du Conseil de Sécurité dont les cinq membres permanents disposent d'un droit de veto. Mais en réalité, des inégalités, d'ailleurs mobiles, sont perceptibles dans tous les débats onusiens. A l'origine, la quasi-subordination des Etats sud-américains et l'alliance du Royaume-Uni et de ses ex-dominions ont donné aux Etats-Unis une sorte de majorité automatique, limitée seulement par les fréquents vetos de la Russie pendant la guerre froide. De son côté, la France empêtrée dans dix-huit ans de guerres coloniales n'a échappé aux blâmes qu'en usant de son veto au Conseil de Sécurité et en mobilisant, après 1958, toute sa clientèle d'ex-colonies désormais dotées d'une indépendance plus formelle que réelle. Le système onusien s'est ensuite compliqué. Les agences spécialisées à grande valeur stratégique, tels le FMI et la BIRD (devenue Banque Mondiale) ont affiché une autonomie constante, tout en étant soumises, de fait, à la stricte tutelle des Etats-Unis. Une orientation semblable s'est manifestée dans d'autres grandes "coopératives" internationales, nées hors l'orbite onusienne : ainsi de l'OCDE, héritière du Plan Marshall pour l'Europe, tandis que l'OSCE, née du traité d'Helsinki de 1975 ou l'*Agence Internationale de l'Energie Atomique* (AIEA) ont gardé une plus grande marge de manœuvre, du fait de la guerre froide et de ses séquelles.

Plus assujetties encore sont les alliances militaires, institutionnalisées par les Etats-Unis et l'URSS dans leurs camps respectifs. Les secondes sont mortes, mais les premières vivent toujours, même si elles ne couvrent pas le monde entier comme les Etats-Unis l'avaient souhaité au temps où le Sud-Est asiatique et le Moyen Orient devaient être agencés à la manière de l'OTAN "européen". En fait, hormis ce dernier cas, les survivances de la pactomanie américaine s'observent sous des formes variées en Asie Orientale (Japon, Corée) et en Amérique latine.

Finalement, les "coopératives" les plus utiles aux Etats qui les composent sont les "unions" régionales. Unions douanières qui exercent à l'abri de leurs frontières extérieures un protectionnisme déclaré ou sournois. Unions monétaires qui gèrent en commun les diverses monnaies des Etats membres, fût-ce sous la forme souple et

fragile d'une coopération des banques centrales. Zones de libre échange dont les risques sont plus grands, si les Etats "coopérateurs" conjuguent leurs efforts pour démanteler le capitalisme d'Etat (n° 4) ou si le renard américain est mêlé aux libres échanges de leur poulailler. Sous toutes leurs étiquettes, les zones et unions n'ont de valeur que si elles atténuent le libre-échange international et la discipline financière "orthodoxe" au bénéfice de stratégies mieux adaptées aux besoins effectifs de leurs adhérents (n° 4 et 5). D'où l'intérêt potentiel de l'Union Européenne où un tarif douanier commun, une participation coordonnée à l'OMC (mais pas encore au FMI ni à la Banque Mondiale) et une monnaie effectivement commune préfigurent peut-être une coopération plus profonde encore, en matière économique, militaire, diplomatique et culturelle. Pour sa part, l'OSCE qui tend à gendarmier utilement les franges balkaniques et orientales de ladite Union, participe du même mouvement quand, du moins, elle réussit à s'émanciper des Etats-Unis et de leur OTAN.

Les traités, les alliances, les unions et couronnant le tout les institutions onusiennes ne peuvent faire l'objet d'une interprétation univoque. Leur sens et leur portée varient d'une période et d'une région à l'autre. Il serait naïf de considérer leur ensemble comme les piliers d'un droit international ayant partout mêmes vertus et même vigueur, alors que le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme en est à ses premiers balbutiements et que le Tribunal Pénal International (TPI) généralisant les tentatives esquissées à propos du Rwanda et des guerres yougoslaves progresse difficilement contre l'opposition vigoureuse des Etats-Unis et les réticences plus surnoises d'autres Etats (annexe 13). Les rapports internationaux - inter-étatiques ou non - sont des rapports de force pour lesquels le droit international n'est qu'une arme parmi d'autres, sauf dans les régions apaisées d'assez longue date où la conversion des conflits en litiges arbitrables ou jugeables devient une valeur de civilisation communément acceptée et, donc, aisément mise en force. Autrement dit, le droit international vaut moins par les textes qui en fixent les normes que par les tribunaux qui en jugent, les polices qui le sous-tendent et les moyens d'exécution qui garantissent sa portée pratique. Toutes choses qui vont de soi pour un Etat bien ordonné (une minorité des Etats actuels) et qui se construisent et se maintiennent laborieusement ailleurs.

En termes plus précis, on peut dire que les Etats bien intégrés et d'une suffisante densité (n° 12) exercent une souveraineté qui doit beaucoup plus au consentement de leurs populations qu'à la contrainte exercée sur elles. Le droit y dépend précisément du dosage contrainte / consentement. Sitôt passées les frontières étatiques, le problème change de nature. Il devient un non-sens dans les régions où l'excès de contrainte étatique étouffe le droit, mais aussi dans celles où les visées extérieures des Etats sont d'ordre clanique, tribal, dynastique, religieux ou de quelque autre variante archaïque. Quand le marché capitaliste, la république bourgeoise, l'éducation universelle et tout ce qui s'ensuit ont pu faire sentir longuement leur action civilisatrice, c'est-à-dire là où l'Etat de droit peut régner, les visées extérieures des Etats procèdent d'intérêts nationaux, hérités d'une histoire rarement réévaluée, et fixés en aspirations où la solidarité collective et l'égoïsme collectif de chaque nation ont leur part. La maturation du droit international entre de tels Etats-nations devient possible dans la mesure où leur coopération sert leurs intérêts respectifs en ce qu'ils ont de plus évident pour les classes dirigeantes comme pour les peuples concernés, cependant que les lésions infligées à ces mêmes intérêts nationaux demeurent gérables par les classes dirigeantes de chacun des Etats concernés. Considéré à l'échelle des décennies, le même mouvement, signifie que le dosage entre contrainte et consentement tend à s'unifier dans l'ensemble des Etats liés.

Pour qui regarde de près le monde actuel, force est d'observer que les espaces plus ou moins acquis au droit international effectif sont encore minoritaires et que la qualité et la profondeur du droit dûment pratiqué demeurent hétérogènes. Si bien qu'il faut interpréter prudemment telle création de TPI, telle floraison de traités ou de résolutions onusiennes, telle invocation des droits imprescriptibles de l'Homme, de la Femme, de l'Enfant ou de qui l'on voudra, car loin d'être les indices d'un droit déjà triomphant, ce ne sont que la fragile résultante civilisatrice des conflits du temps présent, laquelle est, précisément, fragilisée aux deux bouts du système mondial : là où d'immenses majorités miséreuses demeurent prisonnières d'Etats aux intérêts archaïques et là où, au summum de la richesse des intérêts nationaux exprimant de puissants égoïsmes collectifs demeurent le moteur principal d'Etats surpuissants.

### (15) - *La superbe des Etats-Unis*

La supériorité économique des Etats-Unis se manifeste par un foisonnement mondial d'entreprises, (annexe 3), par un flux d'innovations techniques et par le jeu des banques et des bourses qui font de New-York la principale pompe aspirante et foulante du capital. La suprématie militaire de ce pays est plus nette encore, car ses armées disposent de multiples bases terrestres et de flottes sillonnant en permanence tous les océans (annexe 14), tandis que des agences spécialisées exercent une surveillance aéro-satellitaire de toutes les régions du monde et procèdent à l'écoute de toutes les télécommunications qu'elles jugent bon de cibler, même si l'exploitation en temps utile des renseignements ainsi accumulés est fort délicate.

Au mépris de divers traités (annexe 11), les Etats-Unis projettent d'abriter leur territoire par un bouclier anti-missiles, mais avant que la faisabilité technique de cette nouvelle ligne Maginot ait pu être démontrée, sa fiabilité stratégique a été ruinée par les attentats de 2001 : quelques groupes de "terroristes", armés de Boeing piratés en vol, ont provoqué d'énormes dégâts humains et matériels par la destruction du *World Trade Center* à New-York et des dégâts symboliques plus graves encore par la destruction partielle du Pentagone à Washington. Depuis lors, l'Exécutif américain s'emploie à créer un bouclier "anti-terroriste" par tous les moyens de renseignement et de police dont il peut disposer, avec l'aide de nombreux pays étrangers : contrôle des passagers volant vers l'Amérique, contrôle des étrangers (de nationalité ou d'origine) vivant aux Etats-Unis mêmes, contrôle des marchandises expédiées vers les ports et aéroports américains, etc. Qui plus est, il a entrepris une guerre mondiale contre le "terrorisme", bien que cet "ennemi global non géographique" (Alain Joxe) soit plus insaisissable encore que les "trafiquants de drogue" traqués depuis la fin de la guerre froide.

Une telle guerre sera des plus délicates. Transformer le régime politique de l'Afghanistan qui a abrité le réseau Al Quaida dont relevaient les assaillants de septembre 2001 n'aura coûté qu'un bref conflit, si le soin de consolider ce pays et son voisin pakistanais peut être abandonné à des auxiliaires militaires et financiers, choisis parmi les alliés de bonne volonté. Mais pour détruire les circuits de financement des réseaux terroristes, il faudrait les extirper du royaume saoudien et des paradis chers à la banque internationale. Quant à s'attaquer à d'autres havres supposés du "terrorisme international" par d'éventuelles attaques "préventives", c'est mettre en péril les normes selon lesquelles la SDN, puis l'ONU ont été bâties, tant pourraient être nombreux et variés, les émules de la Russie qui redouble de vigueur à l'encontre des Tchétchènes

révoltés, depuis que la nouvelle stratégie "anti-terroriste" a été affichée par les Etats-Unis.

Néanmoins, l'Exécutif américain persévèrera dans cette orientation calamiteuse qui gonfle un budget militaire déjà énorme (annexe 14), tant que son opposition interne demeurera faible, ses alliés réticents mais sans plus et ses troupes exposées à peu de massacres., Néanmoins, la fièvre obsidionale dont souffrent les Etats-Unis depuis 2001 et la ou les guerres qui s'ensuivent n'auront qu'un temps, car aucune victoire militaire ne pourra être remportée contre le "terrorisme international". En effet, celui-ci ne peut être vaincu, pays par pays, que par une action politico-policière menée par un pouvoir légitime (= accepté) au sein de la population que cet Etat domine. Pour qu'une telle éradication soit durable, il faudrait, en outre, que les misères économiques soient visiblement réduites, afin de tarir les fanatismes politiques ou religieux. La croisade bushienne ne remplit aucune de ces conditions.

Au reste, la nouvelle politique américaine ne modifiera pas les pressions que les Etats-Unis exercent dans le système mondial actuel, car celles-ci résultent de la structure intime d'une société surpuissante qui ne peut pas ne pas influencer massivement le monde centré sur elle. La puissance militaire sert de moteur auxiliaire à une économie principalement marchande. Ainsi, après qu'Eisenhower eût justifié par d'éventuels besoins militaires le financement fédéral des autoroutes, la NASA, les armes nucléaires, les fusées et le bouclier anti-missiles, financés de même, ont stimulé la recherche-développement dont l'essor américain se nourrit. A quoi s'ajoute le gardiennage mondial des ressources nécessaires aux Etats-Unis, assuré bon an mal an par leurs agences militaires, renseignement inclus. L'histoire de la conquête ou de la reconquête des ressources pétrolières souligne ce point central, sans que le pétrole ait toutefois une position exclusive. Les interactions entre l'économico-financier et le militaro-stratégique ainsi déployées de par le monde pèsent plus lourd, dans la conduite de la politique internationale des Etats-Unis, que les traditions diplomatiques héritées de l'Europe. Peu à peu, une sorte de gouvernement américain des affaires mondiales s'est installé à la Maison Blanche depuis 1945. Son Conseil national de Sécurité ne s'intéresse à l'OMC ou au FMI qu'en cas de problème majeur, mais il coordonne les actions, sur toute la planète, des diplomates, des militaires, des espions et des politiques. L'aventureuse réorientation américaine n'a pas effacé les diverses alliances et institutions qui tentent de régenter la vie internationale. Du Japon et de la Corée jusqu'en Amérique latine, via l'Indonésie, le Pakistan, Israël et quelques autres contrées, les Etats-Unis ont des obligations qu'ils ne peuvent négliger trop gravement sans affaiblir leurs positions locales. Ainsi, par exemple, l'OTAN qu'ils souhaitent transformer en une sorte de prestataire de services utilisables hors l'Europe, leur impose diverses contorsions diplomatiques, faute de quoi ils ne pourraient y enrégimenter les républiques issues du bloc soviétique, ni empêcher la cristallisation d'une coopération militaire proprement européenne, au service d'une OSCE pacifiant les Balkans et d'autres bordures de l'Union Européenne. Le respect qu'ils doivent à l'ONU leur évite seulement des désagréments idéologiques, celui dont ils continuent d'honorer l'OTAN leur épargne de sérieuses querelles politiques actuelles ou futures. Bref, toute la pyramide des accords souhaités ou contraints que les Etats-Unis ont bâtie pourrait être ébranlée si l'action militaire "préventive" contre le "terrorisme international" entrainait dans les faits.

Les Etats-Unis font prendre un risque énorme au monde actuel, mais il le font avec bonne conscience. On peut le comprendre, sinon l'approuver. Ce pays qui comptait

285 millions d'habitants à la mi-2001 est huit fois plus peuplé qu'à la fin de sa guerre de Sécession (1865). De *Pearl Harbor* (1941) au *World Trade Center* sa population a encore augmenté de 50 %, l'afflux des immigrants ayant été ralenti par décision politique et non pas faute de demandes (ou de clandestins mal recensés). Depuis 1865, aucune guerre n'a été livrée sur le territoire américain. Jusqu'en septembre 2001, aucun bombardement n'a touché ce pays bordé par deux océans et deux voisins pacifiques. Pour lui, les guerres sont des aventures exotiques. Elles deviennent émouvantes quand beaucoup de *boys* y laissent leur vie : la dernière fois, ce fut au Vietnam et la blessure n'est pas encore complètement cicatrisée.

Bref, on vit heureux dans ce pays riche où l'argent est la mesure de (presque) toutes choses, malgré la longue durée du travail, la brièveté des congés, la rudesse des licenciements, les lacunes d'une protection sociale dont au moins 15 % de la population sont totalement exclus, les discriminations franches ou sournoises que subissent les Noirs, les Asiatiques et les Latinos. Aucun candidat à l'immigration n'est dissuadé parce qu'il y a plus de Noirs en prison que dans les collèges pré-universitaires, ni du fait que deux millions de détenus peuplent les prisons américaines de tous niveaux ou que la peine de mort soit généreusement prononcée par les tribunaux de bon nombre d'Etats, à commencer par le Texas. En effet, pour qui vient des vastes pays sud-américains ou asiatiques où la misère est le lot quotidien d'immenses majorités, l'Eden américain a de quoi tenter. Les nouveaux venus qui conquièrent enfin leur *green card* (permis de séjour pour immigré), puis leur naturalisation, prononcent de grand cœur leur *pledge of allegiance*, ce serment civique cérémonieusement prêté par les nouveaux naturalisés ! Ainsi, le patriotisme populaire s'enrichit de fraîches recrues tandis que le bas de l'échelle des salaires est nourri d'abondance, sans risque de syndicalisation précoce. Hormis les trop faibles qui stagnent dans les bas fonds de la misère, de la prostitution, du banditisme, de la drogue ou de l'hospice, une intense compétition offre diverses chances de promotion sociale que d'occasionnels coups d'audace ou de chance convertissent en enrichissements ostentatoires : de quoi alimenter le rêve américain.

A l'heure des élections, le peuple des immigrants récents, des bas salaires, des miséreux de toute sorte se mêle aux indifférents et aux ignorants pour former la grosse moitié du corps électoral qui ne vote jamais. L'élection est un jeu pour classes bien installées. En outre, les enjeux du comté, de la ville et de l'Etat local font beaucoup d'ombre au choix des représentants, sénateurs et président qui sont les acteurs de l'Etat fédéral et, donc, de sa politique internationale. Comme ces élus ignorent souvent ce qui se passe dans le vaste monde, rien ne prédispose les Etats-Unis à élaborer une politique internationale adaptée à la complexité du réel. Si bien qu'à l'heure où le Pentagone est frappé par des "terroristes", un président guère plus inculte que les autres élus peut être applaudi dans tout le pays s'il suit les conseils de ses conseillers réactionnaires et de ses ex-collègues pétroliers.

Mais un pays qui groupe 5 % de la population mondiale et qui consomme 25 % du pétrole extrait chaque année dans le monde ne peut ignorer durablement les réalités qui l'entourent : son réveil sera rude.

On a dit de la politique américaine qu'elle est impérialiste (au sens léniniste du terme), ce qui est vrai. On a récemment observé que ses manifestations diplomatiques et militaires deviennent de plus en plus unilatérales, ce dont il est difficile de douter à l'ONU ou même à l'OTAN. J'adhère à ces jugements, mais, pour ma part, j'userai

plutôt d'un vieux terme pour dire la morgue insensée des actuels dirigeants américains, leur grossier orgueil et leur immense vanité, en soulignant *la superbe des Etats-Unis*. En France, la superbe de l'aristocratie d'Ancien Régime la conduisit à sa perte.

### (16) - *Frontières et fronts politico-culturels*

Ouverts ou latents, les conflits internes et internationaux qui portent sur le partage du revenu national se laissent aisément repérer (n° 3) parce que l'action des Etats et le jeu des marchés en scandent les manifestations, monétaires ou non. Rien d'aussi simple ne se produit dans l'ordre politico-culturel où ne fonctionne aucun dénominateur commun, où les simplifications marchandes ont un rôle limité et où les interventions des Etats s'étalent de l'évanescence à une quasi omniprésence. De ce fait, les fronts et frontières se laissent analyser plus tardivement que dans l'ordre économique-politique. Ici, les repères principaux sont la loi et les mœurs, tous deux bordés de zones grises : la loi pratiquée dans chaque Etat - même dans ceux où la coutume traditionnelle compte plus qu'une formalisation législative parfois absente ou trompeuse - mais aussi la loi produite par les "coopératives" d'Etats de toute sorte (n° 14); les mœurs, c'est-à-dire les pratiques et représentations sédimentées par l'histoire qui constituent, pour chaque peuple, sa culture commune, son identité collective, laquelle s'épaissit à mesure que les populations amalgamées par les Etats prennent de l'ampleur et que les parentés entre peuples de civilisation commune sont ressenties par les populations concernées, du fait notamment des coopérations établies entre les Etats qui les encadrent.

Au delà des frontières étatiques, dans l'espace international où s'activent les firmes multinationales (n° 2), les lignes de partage entre les cadres et agents, de nationalité différente, employés par celles-ci sont d'une importance encore peu étudiée. En revanche, les firmes qui déploient une activité culturelle sont des enjeux d'importance. Le *front des exceptions culturelles* imposées par des Etats ou des institutions internationales (comme l'OMC, la FAO, l'OMS, etc.) tend à contenir leurs priorités marchandes en matière d'éducation, de cinéma ou d'édition, mais aussi d'alimentation ou de santé, etc. Par ailleurs, le *front de la liberté de communication* est bordé par des actions administratives, policières ou judiciaires visant à étendre à l'internet une censure naguère réservée à la presse et à la librairie. Le *front de la liberté de circulation* est barré pour des raisons politiques (clôtures frontalières de l'Arabie, de la Corée du nord, etc.), mais aussi pour des raisons morales, par exemple en prohibant ou en cantonnant le tourisme qui véhicule des mœurs étrangères. Les ONG qui procurent des aides, dénoncent des pratiques politiques ou dérangent localement l'ordre public ou les mœurs traditionnelles sont tributaires de ces mêmes fronts.

Même si elles drapent ou prolongent leur action au moyen d'ONG de facture moderne, les églises de toute sorte doivent être considérées comme une catégorie à part. La très longue histoire de leurs conflits internationaux n'est pas qu'un répertoire de formules désuètes. Si le *front des croisades* n'a plus grande actualité, nonobstant les vaticinations anti-islamistes de ce temps et les extrapolations à la Huntington,<sup>1</sup> il est en revanche deux autres fronts où la combativité est des plus vives : le *front des prosélytismes religieux* activés aussi bien par les "aumônes" séoudiennes que par les voyages médiatiques d'un pape catholique ou par le zèle des "missions" protestantes et

---

<sup>1</sup> Cf. *The clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon and Schuster, 1997



des "sectes" nouvelles, etc. et le *front des sécularisations* recherchées par des Etats en mal de modernisation, mais combattues par la plupart des églises que leurs alliés internationaux soutiennent volontiers. Autrement dit, la disjonction des Etats d'avec les églises prépondérantes en leur sein n'est pas souvent chose faite et ne se réduit jamais à des conflits purement internes, ni, à vrai dire, à des conflits d'essence religieuse : l'orientation politique des Etats et le contrôle de certains de leurs appareils (enseignement, santé, aumônerie militaire, etc.) sont toujours mis en question, même dans les pays où le conflit n'atteint pas l'acuité qu'il connaît aujourd'hui dans l'espace musulman. Rares sont les églises qui ont déjà appris à faire bon usage, à leurs fins propres, d'une séparation d'avec l'Etat, comme celle qui fit scandale en France au début du 20<sup>e</sup> siècle et qui fait encore scandale dans la Turquie d'aujourd'hui.

Les "coopératives" d'Etats (n° 14) donnent parfois corps à des frontières originales. Tel est notamment le cas de la *Francophonie* qui s'emploie à défendre et illustrer la langue française. Presque toutes les anciennes puissances coloniales opèrent de même. Ces *fronts langagiers* ont divers effets politiques, à l'instar du français en Europe, en Afrique, au Canada, etc. Le *front de l'information*, concrétisé par l'implantation internationale des agences de presse et d'images et, plus encore, par l'entretien de réseaux internationaux de radio et de télévision déborde du précédent par ses transmissions: ainsi d'Al Jezira, rival panarabe de la CNN américaine. Toujours dans l'espace international, on doit s'interroger, enfin, sur les clivages politico-culturels qui sont provoqués ou balisés par des manifestations telles que les Jeux Olympiques, les tournois sportifs télévisés, les prix Nobel, les Foires du Livre et autres événements où des poussées marchandes et des tensions quasi guerrières se font parfois sentir.

Chaque Etat enserre ses habitants par une *frontière de la nationalité* qui distingue ses "nationaux" des étrangers de passage ou de long séjour, dont certains peuvent acquérir la nationalité locale, par voie de "naturalisation". Ces termes sont confortés par des procédures administratives qui débordent du territoire "national" pour protéger les titulaires d'un passeport attestant leur nationalité. Deux précisions s'imposent : d'une part le droit de la nationalité et notamment la qualité du passeport sont de portée très inégale d'un pays à l'autre; d'autre part, il n'existe aucun lien universel entre la nationalité (et ses dérivés) qui est purement juridique et la nation qui est la forme idéologique de certains peuples.

Dans les Etats d'une densité suffisante (n° 12), la souveraineté étatique se manifeste encore par d'autres politiques dont chacune dessine un front de lutte actuel ou potentiel. Tel est le cas du *front scolaire* où se jouent la place accordée aux langues minoritaires, le rôle éventuel d'une ou plusieurs églises, ainsi que l'intensité de l'effort "nationalitaire" mené notamment par les médias et par "l'éducation nationale". Le *front nationalitaire* déborde de l'école vers l'administration, la justice, la signalétique urbaine et routière, etc., selon le degré d'imposition pratique de la ou des langue(s) reconnues comme "nationales" et de tolérance ou d'éradication des autres langues usitées par la population. Ainsi un *front langagier* traverse les deux fronts précédents, non sans déborder vers les appareils de la presse et des autres médias et vers les activités des collectivités territoriales infra-étatiques. D'autres affrontements interviennent sur divers segments du *front budgétaire*, notamment dans les secteurs spécialisés de la politique culturelle (stricto sensu : arts, lettres, théâtre, cinéma, autres médias, etc.), de la politique scientifique, etc. En tous ces domaines, ce qui est en jeu, c'est l'orientation politico-culturelle de choix qui se concrétisent dans les budgets publics à tous niveaux. La substance du lien social établi dans (et par) les Etats les plus

développés peut être appréciée sous ces divers angles, mais elle doit également être jugée sur le *front du welfare*, c'est-à-dire sur l'ensemble des lois et conventions dont résulte la qualité technique et financière des "transferts sociaux" de toute sorte et de la "sécurité sociale" offerte aux familles, aux malades, aux chômeurs et aux autres handicapés de l'existence. Certes, le vocabulaire que je viens d'utiliser est marqué par l'expérience française et il faut, cas par cas, se défaire de ce corset : ce qui compte, c'est la qualité du lien social global qui concourt au consentement de la population et permet à l'Etat d'alléger son action contraignante. Etant bien entendu, d'erechef, que les capacités politiques et financières des Etats s'étalent sur un vaste éventail, jusqu'au plus miséreux des sous-développements, mais que dans les limites de ce qui est localement possible, dans une période donnée, les performances et les contre-performances se mesurent notamment grâce à l'Indice du Développement Humain.(annexe 6).

Au sein d'un Etat, la société civile - rudimentaire ou expansive - est elle aussi traversée par des fronts qui doivent peu à l'Etat et qui débordent de ses frontières quand l'histoire a segmenté un ou plusieurs des peuples qui composent la population dudit Etat. Or ces fronts sont parmi les plus importants pour la société considérée, y compris ses éléments hors frontières, car l'on atteint ici le tuf profond de la culture (n° 9), le réseau élémentaire des familles, clans, tribus plus ou moins fondus en ethnies, voire amalgamés en nations, si ce n'est déjà engagés dans une dynamique supra-nationale du type de celle où les Etats-Unis du *melting pot* sont entraînés depuis deux siècles déjà et où l'Union Européenne s'aventure depuis trente ans. En effet, c'est là que s'enracinent les identités collectives des divers peuples, les progrès éventuels de leurs unions, tout spécialement les progrès concrets des métissages génétiques et culturels qui fondent les tribus en ethnies, qui fixent les provinces, qui marient en nations les ethnies bien territorialisées (= bien "provincialisées"), qui attestent de l'intégration d'apports étrangers. Aucune de ces évolutions lentes, multi-générationnelles, assistées ou non par des poussées étatiques de formes très diverses, ne s'opère sans des refus, des tensions, d'éventuels reculs ou de soudains bonds en avant qui restent à consolider, aucune ne progresse autrement qu'à l'échelle des décennies, voire des siècles. Mais à tout moment, un front (au dessin très complexe) sépare l'acquis de l'incomplet ou du refusé, le *nous* (clanique, tribal, ethnique, national, selon le stade de développement) de ce qui est ressenti ou rejeté comme *autre*, comme étranger. Ce *front de l'intégration* peut être bordé de racisme ou de tolérance, d'éviction ou de ghettoïsation, de zones de transit d'autres styles (*Gastarbeiter*, immigrés des (ex-)colonies, citoyens de seconde zone, etc), mais il ne peut pas ne pas exister, sauf isolat parfait d'une population "autochtone". En décrypter le tracé revient à établir, en somme, *l'échelle des mixages et métissages acceptés hic et nunc*, échelle que trop peu d'études détaillent et suivent dans son évolution historique. Il est vraisemblable que l'indicateur avancé le plus utile pour établir cette échelle est celui du *conubium* dans la société considérée. Non pour donner à ce repère sa vieille signification en droit romain (qui est de pouvoir se marier ensemble) mais pour juger de son étendue sociologique exacte.

La revue des frontières et fronts politico-culturels qui vient d'être esquissée recoupe par divers biais celle des fronts et frontières économique-politiques (n°3). Ensemble, elles aident à cartographier les luttes de classes actuelles et potentielles dans une société. Séparément, elles conduisent, l'une, à détailler la dérive économique de notre système mondial et l'autre à repérer l'extrême variété des symptômes d'un désarroi politico-culturel qui s'y généralise. La turbulence des peuples (n° 8), l'inertie partout

dérangée des cultures "traditionnelles" ou "modernes" (n° 9), la diffusion des idéologies mondialistes désormais privées des espérances communistes (n° 11), la superbe des Etats-Unis (n° 15) et l'indécision des pouvoirs établis presque partout ailleurs sont les symptômes principaux du désordre politique et culturel qui a succédé aux progrès et aux espoirs enregistrés en maintes régions du monde, durant quelques décennies, après la seconde guerre mondiale et la décolonisation.

Riches ou miséreux, les peuples sont presque partout perturbés et les Etats qui les encadrent ne savent trop que faire. Le monde actuel n'en est pas encore à chercher la voie de Réformes ou de Renaissances qui le ragaillardiraient - réellement ou imaginativement - il trébuche au bord des diverses catastrophes dont la misère extrême des uns et l'agressive superbe des autres le menacent. Mais d'inévitables novations surgiront des six milliards d'humains qui deviendront bientôt dix milliards, dans le monde actuel ou dans le nouveau système mondial que leurs actions produiront.